



SECTION CANADIENNE

Suivi des résolutions de l'APF adoptées à Berne, Suisse, en juillet 2015

Réunion de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles
Antananarivo, Madagascar | 10 juillet 2016

| Résolutions des Commissions | Initiatives parlementaires | Initiatives gouvernementales |
|--|--|---|
| Commission éducation, communication et affaires culturelles | | |
| <p>L'accès universel aux services de prévention et de traitement du VIH/SIDA</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Dès novembre 1994, la Comité permanent de la Santé de la Chambre des communes a établi un Sous-comité sur le VIH/Sida afin d'étudier son étendue, ainsi que sa prévention, son traitement et le support aux personnes infectées et affectées. - Plusieurs rapports ont été déposés à la Chambre des communes par le Sous-comité et d'autres comités permanents entre 1995 et 2003. - En mai 2004, le Parlement du Canada a adopté la Loi modifiant la Loi sur les brevets et la Loi sur les aliments et drogues « afin de faciliter l'accès aux produits pharmaceutiques nécessaires pour remédier aux problèmes de santé publique touchant de nombreux pays en voie de développement et pays les moins avancés, en particulier ceux résultant du VIH/SIDA, de la tuberculose, du paludisme et d'autres épidémies. » | <ul style="list-style-type: none"> - L'Initiative fédérale de lutte contre le VIH/sida au Canada constitue la pierre angulaire de la réponse du gouvernement fédéral la lutte contre le VIH/Sida. Par cette initiative, le gouvernement procure du financement en support aux objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> o prévenir les infections et leur transmission; o ralentir la progression de la maladie et améliorer la qualité de vie; o atténuer les répercussions sociales et économiques du VIH/sida; o contribuer aux efforts mondiaux en vue de réduire la propagation du VIH et d'atténuer les répercussions de la maladie. - En vertu du volet international de l'initiative, le gouvernement du Canada a commis un montant supplémentaire de 785 M \$ au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, lequel « investit dans des programmes de prévention, de traitement et de soins à grande échelle, et appuie les systèmes de santé nationaux et les travailleurs de la santé dans les régions les plus pauvres. » Le Canada sera l'hôte de la cinquième Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme à Montréal, au Québec, en septembre 2016. - L'Initiative canadienne de vaccin contre le VIH (ICVV), est une initiative de collaboration entre le gouvernement du Canada et la Bill & Melinda Gates Foundation finançant les chercheurs canadiens qui contribuent à l'effort mondial de développement d'un vaccin contre le VIH. |
| <p>La destruction des sites patrimoniaux en Syrie et en Irak</p> | <p>Le 23 février 2016, le député Jamie Schmale (Haliburton-Kawartha Lakes – Brock) a fait mention dans un discours de la destruction du site historique de Palmyre en Syrie.</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Le 18 mars 2015, le Canada a dénoncé la profanation et la destruction d'églises dans le nord de l'Iraq. - Le 19 décembre 2015, le Canada a donné son appui à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui entérine un plan pour mettre fin au conflit en Syrie. - Le 8 février 2016, le premier ministre Trudeau a annoncé une nouvelle approche du Canada pour combattre l'EIIL. |

| Résolutions des Commissions | Initiatives parlementaires | Initiatives gouvernementales |
|--|---|--|
| | | <p>Dans le cadre de cette politique, le gouvernement fédéral s'engage à mettre fin aux frappes aériennes du Canada en Irak et en Syrie, à faire passer de 650 à 830 le nombre de militaires de la Force aérienne du Canada déployés dans le cadre de l'Opération Impact et à tripler la taille de sa mission de formation, de conseil et d'aide en Irak.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le 17 mai 2016, le Canada s'est joint au Groupe international de soutien à la Syrie pour émettre une déclaration conjointe demandant la fin des hostilités en Syrie, un soutien humanitaire immédiat et l'assurance d'une transition politique pacifique. - Le 31 mai 2016, le Canada a demandé au Conseil de sécurité des Nations Unies d'enquêter sur les allégations de violations du droit international par l'État islamique en Iraq et au Levant. |
| <p>L'accès à l'information parlementaire dans le but de rapprocher les élus des citoyens</p> | <p>En février 2016, le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique (le « Comité ») a entrepris une étude sur la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>. Le 16 juin 2016, le Comité a déposé à la Chambre des communes son rapport intitulé Examen de la Loi sur l'accès à l'information. À la lumière des témoignages entendus, le Comité a formulé 32 recommandations au gouvernement du Canada visant à améliorer et réformer la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>. En autres, les recommandations du Comité visaient à encourager la transparence et les initiatives du gouvernement ouvert, renforcer le droit d'accès à l'information des Canadiens et Canadiennes, étendre le champ d'application de la <i>Loi</i> et améliorer le respect des délais d'accès à l'information afin que les Canadiens et Canadiennes aient un accès rapide et en temps utile à l'information.</p> | <ul style="list-style-type: none"> - En novembre 2015, le très honorable Justin Trudeau, premier ministre, a rendu publique la lettre de mandat de l'honorable Scott Brison, président du Conseil du Trésor, dans laquelle il a établi comme priorité d'accroître la transparence du gouvernement, en autres, en menant un examen de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>. - Dans un discours prononcé le 31 mars dans le cadre du Forum canadien du dialogue ouvert, le ministre Brison a annoncé que la réforme du cadre d'accès à l'information se ferait en deux étapes. Lors de la première étape, plusieurs engagements, dont l'octroi de pouvoirs d'ordonnances à la commissaire à l'information du Canada et l'élargissement du champ d'application de la <i>Loi</i>, seront mis en œuvre. Des consultations publiques ont été menées du 1^{er} mai au 1^{er} juillet afin de déterminer les améliorations à apporter pour redynamiser l'accès à l'information. Le premier examen quinquennal de la <i>Loi</i>, qui aura lieu en 2018, constituera la deuxième étape de la réforme. - Entrée en vigueur de la Directive concernant l'administration de la Loi sur l'accès à l'information. |

| Résolutions des Commissions | Initiatives parlementaires | Initiatives gouvernementales |
|--|----------------------------|---|
| L'inclusion de la culture dans les ODD de l'après 2015 | | <ul style="list-style-type: none"> - En novembre 2015, le très honorable Justin Trudeau, premier ministre, a rendu publique la lettre de mandat de l'honorable Marie-Claude Bibeau, ministre du Développement international et de la Francophonie. Une des priorités établies pour la Ministre consiste à appuyer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable, qui énonce une série d'objectifs de développement adoptés par les Nations Unies au mois de septembre 2015. - En 2015, le ministère des Affaires globales a mené une consultation en ligne concernant les priorités du gouvernement du Canada pour le Programme de développement de l'après-2015. Le Ministère a reçu 74 réponses. Des répondants ont fait valoir, entre autres, que la culture pourrait être incluse à titre de quatrième pilier des objectifs du développement durable. |